

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 204

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 25 NOVEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

" Sous le signe de la Paix,  
L'UNION SOVIÉTIQUE  
a célébré hier  
LE « JOUR DE L'ARTILLERIE » "

(Humanité du 21-11-49)

## EXPEDITIONS PUNITIVES ?

**N**OUS nous sommes déjà fait l'écho des exactions commises au douar Ali-Bounab par la gendarmerie algérienne : pillage, vol et viol. Le prétexte était la recherche d'un insoumis — première version —, d'un bandit — seconde version.

Devant l'émotion soulevée, le Gouvernement a cru bon d'intervenir et d'apporter un démenti : exactement comme il le fit lors des révélations sur les atrocités indochinoises. Et il se suffit bien entendu d'affirmations entièrement gratuites.

On voudrait tout de même connaître le nom du dangereux malfaiteur (dommage que Pierrot le fou soit mort !) et par quels parquets ont été lancés les sept mandats d'arrêt. On voudrait tout de même savoir de quel droit des gendarmes perquisitionnent dans toutes les maisons d'un village — puisque le démenti nous apprend que des armes « auraient » été découvertes sous certains toits. On voudrait tout de même savoir pourquoi les Arabes — citoyens français — se voient forcés d'ouvrir leurs portes à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit à une brigade de policiers, chose interdite en France.

On voudrait savoir... Mais nous savons. Nous savons que le démenti se dément lui-même, tant par ce qu'il avoue implicitement que par le vague de ses termes. Nous savons aussi ce que signifie le mot « perquisition », surtout chez des malheureuses populations, illettrées, opprimées, soumises au joug colonial.

L'Algérie, « terre française », où se perpétuent les dragonnades et les expéditions punitives, est une terre d'esclavage. Là, comme en Indochine, comme à Madagascar, la « démocratie » s'impose par la force, la terreur, comme elle s'impose dans les Balkans pour d'autres maîtres. L'ancien colonialisme féroce, direct, cynique, le colonialisme des Lyautey et Cie, est toujours aussi vivace. Seule la façade a changé. Il y a maintenant un « gouvernement » algérien et l'Arabe vole. Quand il le peut. Quand il n'est pas reçu à coups de crosses et de rafales de mitraillettes.

Etomons-nous maintenant qu'un nationalisme exécrable trouve dans les masses algériennes un favorable terrain ? Et constatons que la « démocratie » provoque partout, et à des degrés divers, le racisme, la haine, la guerre.

Un formidable travail attend les anarchistes au sein des populations coloniales. Au faux socialisme d'un Naegelen, à la fausse liberté d'un drapeau souillé par tant de crimes, à la fausse émancipation proposée par les nationalistes, ils doivent opposer la profonde et véritable libération humaine que porte en soi : l'égalité économique.



## UNE BONNE FARCE :

## L'antagonisme socialo-radical

**F**AUT-IL voir dans le relâchement du danger gaulliste et stalinien la cause des remous qui agitent certains partis de la majorité gouvernementale ? Peut-être. En tous les cas, cela n'aura provoqué que la libération de tensions nettement affirmées chez les radicaux et « assimilés », c'est-à-dire « modérés », « Paysans », P.R.L. et droite M.R.P. et sous-jacents chez les autres, les S.F.I.O.

Il semble bien que l'on assiste à un renversement complet de la politique française en ce qui concerne les conceptions économiques surtout. Au dirigisme genre Philip, on veut substituer un néo-libéralisme que personne n'a encore pu nettement définir. Et on a l'impression que les politiciens ne savent pas où ils vont, mais qu'ils marchent quand même, poussés par la nécessité de faire quelque chose. Et ce « quelque chose » est inscrit, en termes bien vagues d'ailleurs, dans les décisions de l'O.E.C.E. au château de la Muette.

Une chose seule est cependant certaine : le dirigisme est condamné et, par conséquent, tout ce qui en est issu : nationalisation, Sécurité sociale, etc., semble devoir sous peu être remis en question. Pour le reste on verra...

\*

Au delà des antagonismes de personnes, qui ont quelque peu marqué le congrès radical, se situe un fait remarquable : celui de condamner un gouvernement à peine né, et à qui l'on vient d'accorder sa confiance. Certes, une motion négre-blanc va permettre de surseoir jusqu'après le vote du budget à son exécution. Certes, les radicaux hésitent à prendre eux-mêmes la décision de la rupture et se déchargeraient volontiers de cette responsabilité sur le dos des socialistes. Mais il n'en reste pas moins vrai que la crise est déjà en puissance.

On dirait que l'on veut précipiter les choses. Chacun se sent attiré par l'opposition, qu'il s'agisse des radicaux ou des socialistes.

Des élections anticipées, un mode de scrutin nouveau, arraché peut-être à la faveur de quelques défections M.R.P., pourraient peut-être provoquer, chez les radicaux, une nouvelle jeunesse, d'autant plus vigoureuse qu'elle serait le fruit de croisements électoraux subtils.

En effet, on a écarté, à Toulouse, l'épineuse question de la double appartenance. Mais l'alliance officieuse avec les gaullistes, la similitude de vue sur les principaux problèmes économiques et sociaux avec la droite classique, personnifiée par P. Reynaud, n'en restent pas moins la caractéristique d'un parti prêt, comme toujours, à toutes les compromissions pour assurer son existence. Or, aujourd'hui, la conjoncture est telle qu'il ne s'agit plus de cela mais, espérément, de bien davantage : devenir la plaque tournante de toute la politique française, voilà, semble-t-il, l'ambition radicale actuelle.

Le parti radical veut prendre sa revanche. La défaite de son grand concurrent, le M.R.P., aux cantonales et aux élections du Conseil de la République, lui ouvre les portes d'une renaissance inespérée et il ne se console

pas d'avoir perdu les rênes gouvernementales, surtout que sa représentation au Palais-Bourbon ne correspond apparemment plus à la physiologie du corps électoral.

(Suite page 2, col. 6).

## NATALITE "ATOMIQUE"

**L**ES idées se précisent sur le danger de famine larvée ou aiguë que court l'espèce humaine en poursuivant son accroissement démographique à une cadence surprenante. A quoi bon certes pourrait-on dire, la multiplication inhabituelle des naissances dans le monde puisque l'incapacité flagrante de ce même monde de nourrir décemment ses deux milliards d'habitants éclate aux yeux des plus optimistes ?

Malthus et ses disciples auraient-ils raison lorsqu'ils déclarent que la population croîtrait suivant une progression géométrique tandis que les ressources alimentaires augmenteraient suivant une progression arithmétique ? Depuis un siècle la population humaine a doublé et depuis une dizaine d'années malgré une guerre particulièrement destructrice, elle a augmenté de 7 p. 100.

L'école néo-malthusienne aurait-elle raison en déclarant que les ressources de l'Univers ne peuvent et ne pourront encore moins dans l'avenir nourrir une population au renouvellement trop rapide ? Cependant l'examen de ces notions semble cynique et contradictoire lorsque des spécialistes, des représentants de gouvernements nous parlent de surproduction agricole, de débouchés saturés, de pléthore de blé, de difficulté d'écouler les excédents mondiaux.

Mais qu'entend-on dans la société capitaliste par surproduction ? Est-ce un « excédent des disponibilités sur les besoins », est-ce une satisfaction matérielle de tous les appétits relatifs et normaux ? Dans la société capitaliste le mot surproduction n'a rien d'humain et de moral, il revêt simplement l'aspect sordide de la différence entre l'offre et la demande solvable.

Le régime capitaliste n'a pas d'entraînés ! Que lui importe la misère des femmes, des enfants, des vieillards, des hommes que les lois draconiennes du marché jettent à la rue malgré leur volonté de travail ? Que lui importe les suicides par la misère, la mortalité effrayante dans certaines parties du monde ? Que lui importe tout cela si la marchandise qu'il offre sur le marché n'est pas saisie en échange d'ARGENT.

L'argent a séparé l'homme de son produit, enchaîné le travail au capital, donné la liberté aux détenteurs des instruments de production et la subordination à ceux qui n'ont que leur énergie professionnelle. L'homme d'utiliser dans une situation anachronique des méthodes « révolutionnaires » déterminées par la clairvoyance de la réalité immédiate et plus lointaine, chaque gouvernement, et plus loin, chaque problème d'ensemble, pousse

à la natalité avec la conviction que l'essor démographique confère à leur pays une puissance valable et efficace pour les rapports avec les autres Etats.

Par manque d'informations, d'autre part, et parfois dans un but de spéculation familiale qui se retourne contre les intéressés, les peuples à forte natalité s'engouffrent dans la politique de leurs gouvernements et forgent sans en être conscients le fer qui les transpercera.

En résumé, comme une ironie du Destin et une coïncidence du hasard, cette exubérance de la natalité paraît venir en son temps pour être copieusement équilibrée par la guerre atomique.

ZINOPOULOS.

## L'Education Nationale décore Monseigneur HAMAYON

**L**A cause de l'Enseignement Libre fait son chemin », écrit *Le Figaro*. Rendons hommage à l'habile manœuvre, engagée depuis longtemps, et qui trouve enfin des circonstances favorables à sa réussite.

Surtout grâce à la guerre. Jeu sur les deux tableaux. Le Gouvernement de réaction soutient l'enseignement libre, subventions, félicitations, discrédit des professeurs laïcs, spécialement primaires, dont l'enseignement dépourvu de morale, de ressort, a préparé les masses, dit-on, à la défaite.

Mais présence dans la Résistance, de membres du Clergé actifs, envahissants, qu'il faudra bien louer, plus tard, si la guerre tourne, d'avoir lutté contre l'ennemi.

Mgr Feltin se distingue courageusement à Bordeaux en cachant le drapeau de Polytechnique. La défaite hitlérienne survient. Vite on oublie l'attitude des écoles laïques en faveur des méthodes d'autorité, par exemple le refus des religieux français des écoles orientales d'abandonner Pétain pour rejoindre Catroux et de Gaulle et les aider de leur influence.

C'est la joie de la Libération, la grande fraternité adroitement préparée par la reconnaissance.

Au pouvoir, des hommes de réaction reviennent. Les autres, il faut leur rappeler les « Droits » mérités dans la Résistance, et leur montrer qu'on est « forts ». D'où nouvelles campagnes,

agitation des Associations de Parents, refus de payer les impôts à l'ouest, etc.

L'Etat semble enfin comprendre le Devoir qu'on lui impose. Les créatures en place, profitant du climat intérieur et mondial, déclarent qu'il faut en venir à des mesures de justice envers les écoles confessionnelles.

Il oublie évidemment qu'autrefois les Protestants avaient conquis une puissance considérable, eux aussi, par leur nombre, leur action, leur richesse, mais que les Catholiques refusèrent de reconnaître cet « Etat dans l'Etat » et que les massacres de la Saint-Barthélemy, Vassy et autres rétablirent « l'Ordre ».

Aujourd'hui, sans le Clergé, adieu la richesse, l'influence, l'aide puissante pour la lutte contre le « communisme ».

Alors, décoration à Mgr Hamayon qui

dirige depuis longtemps l'Enseignement Libre, et conversations suivies avec Mgr Feltin pour l'élaboration d'un Statut de l'Ecole Libre. Elle le mérite bien, n'est-ce pas, cette Ecole Libre ?

Et puis, elle a tellement le faveur du public. Voyez ces écoles laïques sans élèves ! Voyez le libre débordant à côté, en Vendée, Bretagne. Voyez l'afflux actuel vers les écoles confessionnelles.

Des mauvaises langues racontent que le Clergé menace en confession, les Parents qui usent de la laïque, de même que pas mal d'ouvriers s'en détournent pour se faire bien voir de leurs patrons. D'autres disent que l'accroissement des élèves est au moins aussi important dans les écoles laïques et que cela vient des naissances très nombreuses — que beaucoup seraient au lycée ou à l'école communale s'il y avait de la place, et que cette place manque à cause du sabotage officiel par refus de crédits suffisants.

Ne les croyez pas. L'école libre est généreuse, efficace.

Généreuse, elle a pitié de la pauvreté du Pays. Elle lui fait réaliser 37 milliards d'économies annuelles scolaires. Cela sauve le budget. C'est pourquoi l'A.P.E.L. réclame maintenant à l'Etat de lui rendre les économies réalisées !!!

Efficace. De grands savants sortent de ses rangs. Après il est vrai avoir fait ailleurs un stage de récupération.

(Suite page 2, col. 5.)

## CRIMES - PROSTITUTION - ENFANCE DÉLINQUANTE

## Quelque part en Europe... ...à Paris !

**Les bonnes gens se voilent la face, les « moralistes » s'inquiètent, les ecclésiastiques invoquent leur misérable Dieu, les juges sont débordés, les prisons regorgent, les policiers sont en chasse nuit et jour : la délinquance juvénile, le crime, le vol, la prostitution déferlent, s'insinuent dans les barbares les mieux établis, en minent les assises et les disloquent. Rien ne semble pouvoir arrêter l'universelle corruption. Les cœurs sont pourris, le comportement de chacun étant déterminées par les normes sociales de l'inégalité économique.**

exempt de ce mal dont la cause profonde est le mépris de la propriété privée. Mais aussi comment respecter

celui qui étale son luxe à côté de hialons ? Comment respecter ces bijoux, ces fourrures et ces liasses de billets qui toujours ont coûté tant de larmes et parfois tant de sang ? Comment respecter cette société où des hommes, des enfants n'ont même pas le droit de vivre ? Et comment respecter la loi qui déclare légales ces effrayantes contradictions ?

On dissimule ces faits — qui à chaque pas choquent l'homme honnête sous la phrase : la lutte pour la vie. Mais on oublie de dire que la vraie lutte, la lutte saine et redemptrice contre les éléments, la lutte de l'homme pour la conquête de l'univers, la lutte des hommes fraternellement associés pour un but commun, n'a rien de comparable avec la chance, le hasard, la naissance, les capacités diverses, la ruse aussi. Celle qui est à l'affût derrière un tiroir-caisse, celle qui est à l'affût au coin d'une rue, celle qui est à l'affût à l'Ecole de Guerre. Celle qui se double de la force du couteau, de la mitrailleuse ou du canon. Celle qui élève à de méprisables dignités le politicien combinard. La ruse, l'adresse, la force et l'hypocrisie, ces qualités maîtresses, forment l'indispensable bagage de tous ceux qui veulent « arriver » :

les coloniaux, les généraux, les banquiers, ainsi que les gangsters, les escrocs, les criminels.

La loyauté est bannie. Celui qui veut rester probe périsse écrasé. Il n'y a plus de place pour la probité. La « combine » crapuleuse a submergé le monde. On l'a bien vu pendant la guerre ! Tous ceux qui hier flétrissaient l'incivisme, tous, ouvriers, boulangers, notaires, coiffeurs, curés, officiers et gendarmes, juges et fonctionnaires, tous bons Français certes, mais avant tout forcés de vivre et autant que possible de bien vivre, se sont lancés dans le trafic du marché noir. Soit par nécessité, par nécessité, et pour toute autre raison chacun s'est appliqué à la ruse, à l'hypocrisie, chacun a voulu être plus fort et mieux nourri. Et cinq cent mille nouveaux commerçants ont vu le jour, consécration officielle d'activités implicitement reconnues légales.

Et la compétition continue. Il ne s'agit plus de défricher, de creuser des canaux, d'assécher des marais, de dompter des torrents. Il s'agit de partir à la chasse. Non dans les forêts noires où courent les sangliers, mais sur le macadam luisant des villes. Et chacun s'arme à sa manière. Celui-là choisit la mitrailleuse, l'autre le comptoir.

\*

Certains s'insurgent de ce que nous osons établir un parallèle entre le commerçant ou l'industriel et le bandit. Mais que l'on veuille bien réfléchir qu'il n'y a que le résultat qui compte, et ce résultat nous le connaissons. Si une activité reconnue légale, donc officiellement honnête, aboutit, par des chemins divers et souvent difficilement perceptibles certes, à la misère, aux taudis, à la richesse des uns, à la misère des autres, c'est qu'elle est malhonnête, inhumaine et génératrice du crime. Sinon, comment expliquer la décadence morale actuelle ? Où devons-nous en rechercher la cause ? Ou bien, il y aurait-il effet sans cause, ou encore le crime serait-il inhérent à la nature humaine ? (Suite page 2, col. 3.)

## La Federación española de deportados y internados políticos :

*Nous publions ci-dessous la réponse de la Federación española de deportados políticos à l'appel de David Rousset, paru récemment dans le Figaro Littéraire. Cet appel nous qu'on le verra confirme en tous points la position que nous avons soutenue dans notre précédent numéro, en ce qui concerne la quasi-universalité concentrationnaire.*

« Il est de notre devoir d'ex-déportés de nous élever avec vigueur. »

Messieurs, C'est avec la plus intense émotion que nous avons lu dans *Le Figaro Littéraire* l'appel pathétique de M. David Rousset en faveur des infortunés déportés de l'U.R.S.S.

Pour nous, hélas ! nous avons depuis déjà longtemps les preuves les plus formelles de l'existence des camps de concentration soviéti-

ques. Nous savons en effet de la façon la plus pertinente qu'une cinquantaine de nos compatriotes, républicains et antifascistes, retenus en U.R.S.S. depuis 1939, ont été pendant plusieurs années internés au camp tristement célèbre de Kok-Usek-Karaganda, avant d'être transférés dans un autre camp des environs de la mer Noire où ils se trouvent encore actuellement.

Il est bien évident que ce n'est là qu'un exemple, car d'autre part nous, républicains espagnols, nous ne pouvons pas séparer cette campagne de solidarité de celle qu'on doit porter à ceux de nos compatriotes qui, par milliers, sont enterrés vivants dans les prisons franquistes où, rongés par la tuberculose, ils succombent sans arrêt. Nous espérons donc que l'existence de l'enfer phalangiste soit aussi vivante dans la pensée et l'action de tous les démocrates pour mettre un terme au massacre exercé contre les fils de l'Espagne par le régime totalitaire qui l'opprime.

C'est donc de tout cœur que nous nous associons à votre action, et cela non seulement pour les malheureuses victimes que nous connaissons, mais encore pour les innombrables anonymes que nous voudrions arracher à l'enfer que nous avons subi, nous-mêmes, dans un autre pays certes, mais sous une forme identique.

Nous pensons qu'il est de notre devoir simple d'ex-déportés de nous élever avec vigueur contre l'« Univers concentrationnaire » où qu'il se présente. Notre protestation ne sera jamais assez vive et c'est absolument sans réserves que nous nous mettons à votre disposition pour l'œuvre humaine que vous entreprenez.

Veillez croire, messieurs, à l'expression de nos sentiments les meilleurs et les plus dévoués.

La Federación española de deportados y internados políticos :

Le secrétaire général, José Calmarza, José Domenech.



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## Je suis Olive !

Grâce à sa voix et à ses étoiles. Grâce aussi à son héroïsme qui le pousse à refuser de se sacrifier afin de conserver à la France reconnaissante son grand sabre et ses larges bras qui bénissent les foules.

Aussi peut-il proclamer : « Je suis de Gaulle ! »

Car il l'a toujours été et le sera toujours. Toute proportion gardée, comme l'histoire du village.

Je suis de Gaulle. Affirmation sublimée dont l'histoire se chargera. Histoire de rires. Rendons-lui hommage : de Gaulle est de Gaulle avec aisance. Il n'a même pas besoin d'imiter ma petite amie :

« Je ne suis pas celui que vous pensez ! »

Pas du tout. Il est bien ce qu'il est : il est de Gaulle, comme Ferdinand Loh, est Ferdinand Loh. Pas besoin de demi-teintes ou d'entrechats. Il marche tout droit et sur la foule, comme Saint-Sébastien marchant sur les eaux. Grâce à ses bottes réglementaires. Et qui le mèneront bien un jour jusqu'au ciel pour décrocher la lune et s'en faire une auréole.

Je suis de Gaulle ! Hein ! Ça jette du jus ! C'est même juteux ! C'est tout un programme. Ça forme un bloc. Et même un blockhaus. Avec un de Gaulle dessus. Je vous le dis : on a envie de se prosterner et de se tenir le ventre.

Et puis de demander au général de bien vouloir ôter son képi, déposer son grand sabre, quitter ses pantalons, et de monter sur un piédestal comme ça : en caleçon long et en support-chaussettes, et de dire : Je suis de Gaulle ! Vous parlez d'un rire !

OLIVE.

Ca ne vous impressionne pas ? Je m'en doutais. J'ai poussé ce cri un peu partout. Au bistrot, dans la rue, à l'atelier. Les gens ont pris des mines attristées et se sont éloignés, et j'en ai fait autant afin d'éviter mon transfert à l'infirmerie spéciale du dépôt. Pour l'instant je n'avais qu'imité un certain général qui, l'autre jour, et devant une assistance choisie, des journalistes en l'occurrence, s'est redressé soudain et a dit :

« Je suis de Gaulle ! »

Eh bien ! que vous me croyez ou non, on n'a pas appelé Police-Secours. Bien au contraire ! Alors j'ai un peu réfléchi à la question et j'en suis arrivé aux conclusions suivantes :

Personne, en vérité, ne peut en dire autant, parce que personne n'est immuable, c'est-à-dire toujours égal à lui-même, fixe, imperturbable, stérile en quelque sorte. Les gens changent, en bien ou en mal. Mais de Gaulle est toujours de Gaulle ! Triomphe de la stabilité omnisciente ! Et c'est pourquoi lui seul peut dire, tel un phénomène :

« Je suis de Gaulle ! »

Malraux, par exemple, ne peut en dire autant, et ne parlera de lui-même qu'au passé.

Jean Nocher sera plus nuancé : « ...j'étais, je suis, je serais... » au conditionnel bien sûr.

Mais Dadaïer affirmera : « Je suis radical, donc je reste gaulliste ! » Quant aux deux patriotes bien connus, Bénazet et Cachin, ils seront plutôt humbles.

« Vous savez bien qui nous sommes... » Et ça suffira. Enfin, l'ancien combattant verra regarda méprisant : « J'ai fait la guerre tout ! »

Ainsi tous ces personnages traînent un héritage plus ou moins encombrant. Seul de Gaulle est vierge. Il n'a même pas fait la guerre ! Il n'a jamais rien écrit ou presque.

Il n'a jamais appartenu à un parti politique — sauf le sien, — ce qui ne veut rien dire. Avant la guerre, pendant la guerre, après la guerre, on l'a vu et entendu surtout répéter des discours truffés d'adresses et de sacrifices. Mais lui a toujours été au-dessus des abîmes et au-dessous des sacrifices.

## La grève du 25 novembre

## LA C.N.T. PREND POSITION

Dans sa séance du 22 novembre 1949, la Commission administrative de la C.N.T., ayant étudié la prise de position de la C.G.T.-F.O. et de la C.G.T., qui déclenchent une grève générale, se déclare satisfaite de constater qu'enfin ces Centrales se décident, après avoir, par leurs hésitations, acculer la classe ouvrière de ce pays à une situation intenable, à employer l'action directe.

Elle demande à tous les syndicats confédérés dans la C.N.T. de se trouver à la pointe du combat.

La C.N.T. n'a cessé, depuis sa fondation d'appeler les travailleurs à la lutte, mais elle n'a cessé également de dénoncer la duplicité des grèves limitées surtout lorsqu'elles sont annoncées longtemps à l'avance.

C'est seulement une grève générale illimitée, qui peut avoir une pleine efficacité pour l'aboutissement des revendications.

Mais elle croit de son devoir d'être toujours aux côtés des ouvriers en lutte. Avant la lutte, on peut discuter ; mais la lutte décidée, il n'est plus question de mesurer les sacrifices à faire, les efforts à fournir.

C'est pourquoi la C.N.T. appelle tous les travailleurs à participer activement à la grève du 25 novembre, tout en exprimant le vœu qu'elle ne s'arrête qu'à l'aboutissement total des revendications.

## Aidons nos camarades de langue allemande !

Les lecteurs du « Lib » ont pu se rendre compte, en lisant le rapportage sur la situation en Allemagne, des possibilités et de l'urgence d'une propagande anarchiste en langue allemande.

« Neue Generation » (La Génération Nouvelle) est le titre du journal libertaire que nos camarades allemands et autrichiens, serais et alsaciens préparent. Les difficultés matérielles, pour tous contribuer un peu à la réalisation de cette tâche importante en envoyant une somme même petite à C.C.P. Paris 47304, A. Molle, 10, rue Bichat, Paris (10<sup>e</sup>), pour « Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

Précisez : « Pour Neue Generation ».

## Quelque part en Europe ?

(Suite de la première page)

Notre siège est fait, car nul ne pourra jamais nier que celui qui provoque artificiellement la hausse de la viande, par exemple, et celui qui dévalise un passant, il n'y a pas de différence de mentalité, mais uniquement de moyens. Et couronnant le tout, la « justice » infligera peut-être une amende au premier et enverra le second au bagne.

En vérité tous les hommes et à des degrés divers, sont victimes des normes sociales actuelles. Il est impossible de trouver une autre explication à la dégradation que caractérise notre époque. On remarque en effet que la criminalité recule toujours devant la prospérité économique, c'est-à-dire lorsqu'il devient plus aisé d'utiliser légalement des facultés condamnables.

En Allemagne, actuellement, la cambriole, l'attaque à main armée prennent des proportions effrayantes. Et on y voit se reformer ces bandes de malheureux enfants, dépenaillés, affamés, en quête d'un mauvais coup afin d'assouvir leur faim. « Quelque part en Europe », ce film que tout le monde a vu, déroule là-bas dans la réalité ses épisodes poignants. Mais ce que l'on ignore, c'est qu'en France et rien qu'à Paris, 500 bandes semblables opèrent, dont 80 sont repérées et « fichées » (1) par la police.

L'enfance délinquante c'est la marque du siècle, c'est sa honte. Victime parmi les victimes, l'enfant qui s'initie à l'exemple de ses aînés, l'enfant

taudis, l'enfant des taudis, l'enfant pâle, l'enfant vêtu d'une veste trop large, d'une culotte trouée, l'enfant aux poches garnies de billes et de publications insanes, l'enfant qui veut jouer et qui vole ou qui tue pour pouvoir jouer, l'enfant qui regarde ce monde indifférent et qui ne peut comprendre, l'enfant, terrible accusateur, ceux que les plus lucides des révolutionnaires, condamnés et flétris tous ceux qui osent encore défendre cette société.

L'enfant, être chéri des tribus primitives, l'enfant, espoir le plus vif, le plus humain, et sur lequel les êtres les plus frustes se sont toujours penchés avec émotion, est, actuellement, sans jamais livré aux hasards de sa naissance. Selon qu'il voit le jour à Passy ou à Ivry, il pourra devenir industriel ou rien du tout. On a reconnu officiellement que 80 % de l'enfance (1) délinquante surgit des

## Pour « Le Libertaire »

souscriptions reçues par C.C.P.

du 1<sup>er</sup> octobre au 15 novembre

(Caisse de la Permanence et par mandat-carte)

Camp de vacances (versé par Fontenis), 8.100. — D. Tubas, 4.000. — Strupianski, 50. — Duplessis, 200. — Dugue, 200. — Bado, 200. — Carrez, 200. — Lagriffoul, 100. — Lucie Froget, 200. — Laiton, 200. — Chauvot, 50. — Poveda, 100. — Marseille-Centre, 1.000. — Kerivel, 200. — Anne, 100. — Menn, 100. — Terrenou, 100. — Dierney, 50. — Fossat, 500. — Lévêque, 150. — Bébert, 100. — Adrien, 50. — Pouyer, 100. — Martin, 40. — Lapeyre, 100. — Caullou, 40. — Serfée, 100. — Travot, 100. — Perrier, 20. — Bernecor, 300. — Bonnel, 100. — Bourdon, 120. — Mayeux, 500. — Fernandez, 30. — Noël, 100. — Collet, 125. — Laurès, 100. — Guiraud, 150. — Faget, 1.800. — Viehl, 40. — Dugue, 100. — Appert, 500. — Rouillard, 50. — Mallard, 50. — M. P., 300. — Croix Espéras, 120. — Lister, 100. — Bonnet, Toulouse, liste, 2.280. — Burret, 20. — Avet, 120. — Anonyme, Gaillac, 500. — Eulène, 50. — St-Denis, 20. — Trassat, 40. — Gue Paris III et X, 100. — Frings, 20. — Acha, 20. — Gue Paris III et X, 20. — Birrot, 80. — Couillard, 30. — Perez, 250. — Stock, 200. — Villenue, 100. — Savill, 281. — Saunier, 500. — Lemoine, 40. — Rati, 50. — Lapeyre, 300. — Bastien, 1.000. — Strainchamps, 100. — Roselli, 3.497. — Martiat, 50. — J. Marais, 100. — Marius, 172. — Récourt, 138. — Haeiz, 69. — Maitat, 50. — Palmiro, 54. — H. Masse, 825. — Troustieux, 210. — Ano, 25. — Revel, 100. — Gue Paris III et X, 100. — Bonnet, 120. — E. Akoun, 115. — Robert, 20. — Leclercq, 100. — Villaleng, 50. — Lellèvre, 150. — Mission, 100. — Lecoz, 100. — J. Marais, 100. — J. Marais, 100. — J. Marais, 100. — Baglin, 100. — Faugères, 1.000. — Ancellin, 100. — H. Darnis, 100. — Salermo, 75. — Clement, 1.500. — Rapin, 100. — Lesclap, 50. — Un camarade, 100. — Sarazin, 100. — Beaujean, 100. — J. D., 70. — Un individualiste, 1.000. — Siret, 500. — Bataill, 500. — Clement, 200. — Bort, 100. — Baudizone, 100. — Charlot, 100. — Donati, 100. — Gior, 50. — Libra, 50. — Rigotti, 50. — Lorenzini, A. 200. — Lorenzini, P. 150. — Giordano, 100. — Ugo, 200. — Annot, 100. — Bonnet, 20. — Primet, 100. — Guillot, 60. — Berthe, 100. — Vendeur IX, 125. — P. XIII, 100. — L. L., 25. — Facon, 40. — Marius, Champigny, 500. — Craville, 30. — X. 10. — L. 50. — G., 30. — XXX, 23. — XX, 30. — Villaleng, 100. — Trépolet, 50. — Briot, 100. — Lesclap, 50. — Helène, 40. — Camarades de Californie, 8.625. — Matra, 50. — XXX, 30. — Morel, 50. — Vendeur, Amsterdam, 50. — Vendeur, Marly, 50. — Carlo, 47. — Toulouse, 30. — X. 10. — Pillot, 20. — Bernard, 50. — Gravel, 40. — XXX, 20. — Ecouart, 200. — XX, 20. — Portier, 100. — Bonnet, 30. — XXX, 10. — Dumont, Liancourt, 100. — XX, 20. — XX, 45. — Lozano, 100. — Marco, 40. — Tamarand, 200. — Sonier, 80. — Un camarade, 200. — Gatanio, 100. — Pezzoli, 280. — A. J., 15. — Une assistante sociale, 100. — Van Heck, 50. — Menier, 50. — Signal, 60. — Raphael, 100. — Jarmen, 60. — Saulnier, 200. — Critière, 20. — XXX, 10. — Colombo, 20. — Chambaud, 80. — Hammed, 145. — Monire, 200. — Leblanc, 45. — Camarade Répique, 50. — Olive, 100. — Briot, 120. — Bourgeois, 30. — Marie, 60. — XX, 20. — C.C.P., 20. — Tourbin, 60. — Un lecteur Temple, 90. — Couillard, 100. — XX, 10. — Baillet, 50. — Gornia, 200. — S.A.D.R., 200. — Ano, 500. — France Léger, 100. — Vendeur IV, 150. — Marco, 50. — XX, 50. — Delaveau, 100. — Fanchel, 100. — Pédria, 40. — Beno, 70. — Cagnaud, 85. — Lecoire, 200. — Paris-Est, 200. — Leroy, 50. — Chainton, 50. — Moreau, 90. — Robert, 20. — Pète du Lib, un camarade, 100. — Manonvann, 1.000. — Ribaud, 100.

taudis, et l'on compte, rien que dans la région parisienne, cent mille enfants, moralement abandonnés ! (1).

Ainsi ces pousses humaines qui devraient s'élever dans le soleil et dans la joie, s'étioient dans les ruelles sales où courent les rats, partent à la découverte, non d'un monde étincelant fait d'arbres, de prairies et d'insectes bourdonnants, mais à la découverte de ce papier crasseux qu'on appelle l'argent. Ils suivent la trace de leurs aînés. Ils suivent la trace de ceux qui chaque jour entraînent en guerre contre tous, pour le même but. L'enfant imite. L'enfant souffre. Il a faim. Il a froid. Voyez ses menottes bleues.

Voyez son regard où, comme des lueurs déformées, passe seul l'expression de désirs qu'il ne peut combler, qu'en volant. Voyez l'enfant, messieurs les juges, messieurs les prêtres, messieurs les militaires, voyez, il a des galoches éculées, des cheveux en broussaille. Il est sale. Chez lui il n'y a pas d'eau, il n'y a souvent que du vin. Chez lui il n'y a pas de lumière, pas de lit. On couche par terre en vrac : hommes, femmes qui gémissent parfois... enfants, petits et grands qui apprennent... bébés enfouis sous des loques et qui hurlent.

Voyez, honorables messieurs, voyez...

ERIC-ALBERT.

(1) Le « Monde » du 18-11-49.

## Monseigneur HAMAYON

(Suite de la première page)

De nos jours l'esprit a évolué. Le confesseur ordonne de brûler le livre en lecture Lourdes, de Zola, Sciences, littérature, philosophie ? Inutilité ! Un seul livre, l'imitation de Jésus-Christ. Travail, Prière, Renoncement. Pas de pensée, pas d'esprit critique.

Aux étudiants : des résumés succincts des œuvres, afin de pouvoir en parler aux examens.

Seuls, des jeunes gens « sûrs » sont poussés à l'écrit ; ils doivent devenir des hommes de combat, des témoins documentés.

Pour les autres, obéissance, respect. L'abbé Tydgat, emprisonné à Nice pour ses mœurs avec filles et garçons, les menaçait du feu éternel s'ils le dénonçaient.

Où, l'enseignement libre est efficace ; il faut des hommes sincères, propres, instruits, intègres et braves.

Et il donne l'exemple d'un patronat très social, très humain.

Tels ces professeurs, licenciés sans aucune indemnité, sans motif valable, quoique la guerre elle-même n'a pas empêché le fonctionnement des écoles, licenciés par exemple après 35 ans de service, et avec la décoration de Saint-Germain-le-Grand.

Tel homme, employé sans diplôme, père de famille, payé le quart du minimum vital.

Pauvreté patronale ? prouvée par l'achat d'un nouvel autel non indispensable mais cher, prouvée par le salaire représentant pour les autres, le quart des recettes de la classe enseignée.

Dévoez-vous, mourez de faim ou de tuberculose, Dieu vous le rendra ; nous gardons les fonds, et les chèques des industriels qui nous soutiennent ; nous bâtons... Et nous réclamons les deniers de l'Etat.

Eh bien, oui, L'Ecole Libre y a droit. Les loups ne mangent pas les loups. Et puisque le dévouement de Mgr Hamayon et de tous ceux qui le représentent enfin reconnu, présentons lui nos pieuses félicitations.

En attendant, les partis préparent la grande rature, au moyen de dissensions beaucoup plus spectaculaires que réelles. Et lorsque le rideau se baissera sur la lamentable comédie électorale, ils se féliciteront mutuellement.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

Encore une fois la farce aura été bien préparée et bien jouée. E. A.

## LA BONNE FARCE

(Suite de la première page)

De surcroît, la nouvelle tendance économique européenne rentre parfaitement dans ses vues et dans celle des amis, conservateurs et Cie. Allant plus loin, il se sentira parfaitement à l'aise vis-à-vis de la politique économique américaine et de cette « saine concurrence » dont parle Harriman. Et sans doute a-t-on « oublié » au congrès de parler de l'Indochine, cette nouvelle Grèce asiatique, afin que tout soit parfaitement adaptable à la conjoncture « occidentale ». Et, sur le plan intérieur, attaque de la Sécurité sociale, des nationalisations, opposition aux impôts excessifs, silence prudent sur les salaires, rallieront de nombreux suffrages du patronat petit et grand.

Il ne s'agit donc plus de vivre. Une manœuvre d'envergure se déploie et qui doit cristalliser autour des radicaux tous ceux qui, de l'extrême droite à la droite M.R.P. et sans oublier les gaullistes surtout, formeront après les élections au scrutin d'arrondissement si possible, cette majorité fantasmée et qui serait présidée par un quelconque Queuille.

\*

Le danger, pour la S.F.I.O., est grand de se voir écarter des leviers de commande. Aussi ne ménage-t-elle pas ses attaques contre les radicaux et cherche-t-elle à se concilier les suffrages des travailleurs. La voilà brusquement redevenue « socialiste ». La voilà exigeante quant aux salaires et au maintien des nationalisations et c'est bien pour quelque chose que F.O. a pris l'initiative de la grève générale du 25 novembre. Le parti de la clientèle électorale s'opère des manœuvres et selon des méthodes classiques et quelque peu oubliées depuis la « libération », tous les partis ayant enfourché le même dada : production, France, « redressement économique » et autres fariboles, en vertu de la complexité tripartite.

De là à prétendre que la S.F.I.O. fait amende honorable, qu'elle rentre au bercail de la saine opposition à des manœuvres politiques non équivoques, il n'y a qu'un pas. Et ce pas est franchi aisément par tous ceux qui ne veulent pas y voir clair, soit par ignorance (?), soit par intérêt. Et la presse dite de gauche prodigue ses appels aux socialistes, les convie à se retremper au contact du peuple, de se réveiller en prenant résolument la défense des salariés.

Et, du coup, on oublie tout ce qui s'est passé hier. Des « socialistes » ministre de la Guerre, ministre des Colonies, un autre matraquant les grévistes, étouffant dans le sang la grève des mineurs, un Naegelen, sauteur d'Algérie, et tout le parti traînant contre l'augmentation des salaires, tout le parti résolument accroché aux délabrements de la société actuelle.

En vérité, la brusque volte-face de la S.F.I.O. n'est pas une chose qu'une parade électorale dirigée contre la manœuvre radicale. Et on peut en être absolument convaincu : l'opposition socialiste, larvée actuellement, ouverte demain s'il y a une crise et allant au besoin jusqu'à soutenir des projets de dissolution, n'est et ne sera qu'un moyen de piper des suffrages aux innocents qui croient encore aux décrets de l'Etat.

Revenant dans l'hémicycle, la S.F.I.O. ne pourra pas ne pas reprendre sa place au sein du gouvernement et abandonnera l'opposition aux staliniens et aux gaullistes, si toutefois ces derniers font encore bande à part...

Si une « majorité » surgit des urnes aux prochaines élections, elle sera « néo-libérale » et ne sera qu'un moyen de piper des suffrages aux innocents qui croient encore aux décrets de l'Etat.

Revenant dans l'hémicycle, la S.F.I.O. ne pourra pas ne pas reprendre sa place au sein du gouvernement et abandonnera l'opposition aux staliniens et aux gaullistes, si toutefois ces derniers font encore bande à part...

Et, même si elle sort vainqueur de la consultation, elle sera forcée d'axer toute sa politique sur celle de l'O.E.C.E., c'est-à-dire renier tout dirigisme. Ou alors se désolidariser de l'« Occident » et rester seule face à face avec les staliniens. Poser cette question, c'est y répondre. Pas plus que les autres partis, la S.F.I.O. n'a envie de se suicider et sous prétexte de « sauver » la France, nous la verrons demain s'accommoder de toutes les compromissions et brûler ce que hier elle adorait.

En attendant, les partis préparent la grande rature, au moyen de dissensions beaucoup plus spectaculaires que réelles. Et lorsque le rideau se baissera sur la lamentable comédie électorale, ils se féliciteront mutuellement.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

Quelques pages de l'histoire de l'anarchie  
d'Alain SERGENT et de Guy HARMEL

## LES DERNIÈRES ANNÉES de la première Internationale

**F**AUT-IL interpréter à la manière de Malon et de Guillaumet, qui était celle aussi de Bakounine en faisant appel à une sorte de déterminisme ethnique — au sens où ethnique signifie plus que racial le conflit entre l'Etat et la Commune, entre le socialisme et l'anarchie. Les phénomènes sociaux ne sont pas justiciables d'interprétations aussi univoques. Autant que les caractères nationaux, bien plus complexes d'ailleurs que ne le voudraient les schémas abstraits, autant que l'expérience historique des peuples, il faut faire entrer en ligne de compte le degré de l'évolution économique et sociale, le choc des événements, l'initiative des individus, sans espoir d'épuiser jamais la série des causes.

Un dénouement rapide des combattants laisserait aisément l'impression que le facteur ethnique joua dans cette distribution des idées le rôle principal. Qui se comptait sur les affirmations anarchistes ? Des Allemands, il n'était pas question. Les Congrès de l'Internationale, fédéraliste en virent parfois quelques-uns (1) tel Fröhme à Bruxelles en 1874, mais ils vantaient les mérites de l'action politique et de l'organisation centralisée. Leur thèse était celle qu'Engels avait exposée naguère à Cafiero, Bismarck et Victor-Emmanuel avaient l'un et l'autre rendu un immense service à la Révolution, en réalisant la centralisation politique en Italie et en Allemagne. Le Conseil fédéral anglais avait rompu avec Marx ; il était partisan de l'autonomie des sections nationales. Mais il pensait que la prise du pouvoir par le prolétariat était nécessaire à son émancipation. Au demeurant, l'Internationale avait à peu près cessé d'exister en Grande-Bretagne, et comme le disait Eccearius au Congrès de Bruxelles en 1874, ce n'était plus qu'un sein des Trade-Union qui se militants exerçaient leur influence. En Hollande, la fédération avait donné son approbation aux adversaires du conseil général, mais sans se rallier aux thèses anarchistes, et peu à peu c'est en dehors de l'Internationale, bientôt à peu près disparue des Pays-Bas, que s'organisaient le mouvement socialiste, orienté pour l'instant vers la conquête du suffrage universel.

L'exemple belge enfin semble confirmer cette thèse, puisque, selon la remarque qu'en faisait Paepé en 1876, la fédération demeura de tendance anarchiste, combinant les idées proudhoniennes et la politique abstentionniste tant que les sections wallonnes y prédominèrent, et qu'elle modifia notablement son attitude anti-politique quand les sections flamandes y prirent plus d'influence.

Ainsi donc, avec la Belgique wallonne, c'est dans les montagnes de la Suisse française, en Italie et en Espagne que l'anarchie avait ses bases. Et la France ne reniait pas sur ce point sa parenté latine puisque, dans la mesure où le socialisme s'y pouvait exprimer, elle avait, à côté des blanquistes, des anarchistes avérés. Le mouvement n'y avait pas grande importance. Les Français avaient disparu à conspirer, prétendant Bakounine. Or, en ces premières années de la République, l'organisation de l'Internationale était interdite par la loi. Les quelques sections qui s'y étaient constituées en secret donnèrent leur adhésion à la fédération jurassienne. D'Espagne où il s'était réfugié, Paul Brousse essaya bien, en 1873, de fonder avec quelques amis un conseil de propagande révolutionnaire et socialiste dans le midi de la France, en liaison avec les révolutionnaires espagnols — c'était l'année de la première République espagnole. « Nous nous placerons sur le terrain de l'anarchie », disait le Mani-

festé du Comité. Nous ne sommes pas des communistes parce que ce système nécessite l'établissement d'un grand pouvoir central. Nous ne sommes pas non plus des mutualistes, parce que nous ne croyons pas à la constitution de la valeur. Nous sommes collectivistes. C'était le programme des Jurassiens. Et dans leur journal, la Solidarité Révolutionnaire, vite disparu, on pouvait lire sous la plume de Jules Guesde, encore sous l'influence des leçons reçues en Suisse : « La condition sine qua non de l'affranchissement des masses est l'abolition de l'Etat ». On semble donc pouvoir à bon droit évoquer, avec Benoît Malon, la mentalité gallo-latine.

Les marxistes n'acceptent pas plus cette explication aujourd'hui que ne l'acceptaient alors Marx et Engels. Pour eux, cette prédominance des anarchistes trahissait l'état arriéré de

pérément des populations, leurs traditions historiques, leur situation économique s'y prêtait particulièrement. Mais l'idée s'était incarnée en quelques hommes actifs qui surent, à un moment donné, exprimer l'état d'âme de certaines catégories ouvrières : ils furent ainsi les créateurs d'une tradition, et la révolte qui eut pu s'exprimer peut-être par d'autres mots, d'autres idées empruntées pour longtemps le chemin qu'ils lui avaient ainsi frayé, alors même que certains d'entre eux — ce fut le cas de Costa, de Guesde, de De Paepé — s'étaient ralliés au socialisme classique.

**T**ROIS fédérations portèrent durant dix ans le destin de l'idée anarchiste : la fédération espagnole, la fédération italienne et celle du Jura.

Malgré un décret de dissolution pris contre elle le 17 janvier 1872, la fédération espagnole n'avait pas cessé de vivre. Il semble même qu'elle fut alors la plus nombreuse et la mieux organisée de toute l'Internationale. En décembre 1872, en dépit de la dissolution et de la « scission » marxiste, elle comprenait 10 fédérations locales, comprenant 66 sections mixtes et 332 sections de métier, sans compter des adhérents individuels, en tout plus de 25.000 membres. Elle disposait de plusieurs journaux, la Fédération à Barcelone, la Condemado à Madrid, la Revista social à Gracia, l'Orden à Cordoue, la Internacional à Malaga. Elle était vraiment une force. Et cette force elle la mettait tout entière au service de l'anarchie au congrès qu'elle tint à Cordoue en décembre 1872, à l'unanimité, elle approuva le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle proposé deux mois plus tôt à Saint-Imier.

Or, la situation était telle en Espagne que les anarchistes pouvaient croire venue l'heure de la révolution. Le 11 février 1873, à la suite de l'abdication du roi Amédée, la République avait été proclamée. L'Internationale n'avait pris aucune part à l'affaire. La commission de correspondance — qui dans la nouvelle organisation tenait lieu de comité fédéral — invita au contraire les travailleurs à s'éloigner de toutes les farces et de tous les farceurs de la politique bourgeoise, et à se préparer pour l'action. Bientôt, des émeutes un peu partout éclatèrent. A Barcelone, le 20 juin, à la suite d'une manifestation populaire, la section locale de l'Internationale, dirigée par Vinas, s'empara de l'Hôtel de Ville et y installa un Conseil de Salut Public. Il y demeura ainsi plusieurs jours, malgré l'apathie de la majorité de la population ouvrière, persuadée qu'il était impossible de faire la révolution, puisque la République était proclamée. A Alcoy, la grève générale fut déclarée, sur la proposition de la commission fédérale espagnole qui avait son siège dans la ville, et après une rencontre avec la police, les ouvriers coururent aux armes et s'emparèrent de la ville après une bataille assez dure que dirigea un membre de la Commission de Correspondance, Albarracín. Il fallut envoyer contre eux une armée de six mille hommes. Grenade, Séville, Malaga, Valence, furent aussi le théâtre de troubles.

A la vérité, dans le plus grand nombre des cas, l'insurrection n'avait pas été le fait des internationaux, mais celui des républicains fédéraux intranquillisés qui tentaient de faire la révolution « cantonaliste ». Il n'y eut guère de tentative purement anarchiste que dans deux ou trois villes. Ailleurs, s'ils avaient pris part à un mouvement proprement bourgeois, les anarchistes ne l'avaient fait que par entraînement ou pour des raisons locales, mais au mépris de la règle de conduite qu'ils avaient précédemment adoptée. Ce fut pourtant contre l'Internationale et contre ses militants que la répression s'exerça. Après le coup d'Etat du 3 janvier, en juin 1874, l'Internationale fut dissoute.

C'était la seconde fois. Mais l'affaire était plus sérieuse. Les locaux des sections et des fédérations furent envahis, les journaux suspendus, des militants incarcérés de force ou exécutés. L'Internationale ne disparut pas pour autant. Elle réussit même à tenir à Madrid, en juin 1874, son Congrès annuel. Le nombre des emprisonnés si élevé qu'il put alors (quelques milliers), n'était pas non plus de tels que le mouvement fût saigné à blanc. Seulement, il était désormais contraint à une vie clandestine. Il continua même à tenir chaque année des conférences « comarcales » (régionales) et à envoyer, sous des noms d'emprunt, des délégués aux congrès internationaux (1) ; l'anarchie, du même coup, en prit un caractère nouveau : elle entra dans la voie de l'action directe ; le journal clandestin qu'elle réussit à publier avait pour titre les Représailles.

Publiquement, les sections de l'Internationale ne pouvaient plus se manifester que par des grèves, nécessairement limitées dans leur ampleur et leur objet. Elles songèrent bien à recourir à l'insurrection : le projet fut sur le point d'aboutir en 1877. Mais l'aventure, car ce ne pouvait être autre chose, n'en fut pas courue. Une seule possibilité, un seul déversoir à cette énergie contenue, à cet élan comprimé : le recours à la violence individuelle. Le Congrès clandestin tenu à Madrid en juin 1874 reconnut comme un devoir l'exercice des représailles, et le Manifeste aux Travailleurs qu'il publia déclarait : « Dès ce jour, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus ou que la révolution sociale ait triomphé, tout exploitateur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur qui, confiant dans l'impunité, que lui promet l'Etat, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible, et ses propriétés seront livrées au feu afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux ».

Quelle nouveauté de ton et de doctrine ! Dans l'Internationale, jusque-là, on n'avait pas songé à de telles violences. Même celles que préconisait Bakounine n'avaient pas ce caractère personnel, ni cette sorte de froideur cynique du terroriste capable d'ironiser sur la mort qu'il donne ou l'incendie qu'il allume. Et Proudhon n'avait songé qu'au temps de sa jeunesse et sans s'y arrêter à faire naître les tribunaux secrets de la Sainte-Vehme, dont on croirait voir l'idée réapparaître ici. C'est l'événement qui fait naître ce besoin de vengeance, ce recours à la loi du talion. Il a précipité ainsi l'anarchie dans une voie qui la conduira aux attentats retentissants de la fin du siècle.

(1) Toutefois le huitième Congrès de l'Internationale aurait dû se tenir à Barcelone en septembre 1875. Il fut remis à l'année suivante, à Bern.

## Les Communes Libres en Israël (2)

### LEURS CARACTÈRES — LEUR VIE (Kiboutz — Kvoutza — Mochat Ovidim)

Notre Kiboutz est bâti sur le principe :  
« Chacun travaille selon ses forces et consomme selon ses besoins. »

(« Les Juifs en Israël », A. Revontzki.  
« De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins. » (Principe anarchiste.)

**C**ETTE année, Israël a reçu, en visite d'étude, des camarades Juifs d'Amérique et d'Angleterre. De retour chez lui, voilà ce qu'écrivait Joseph Spivak, de New-York : « En Israël, se trouvent des groupes, comptant des dizaines de milliers d'adhérents, venus là pour fonder des colonies, créer une vie nouvelle dans ce pays sauvage et désert et qui n'avait qu'une qualité : l'absence de gouvernement central... Et la seule route qu'ont trouvée ces pionniers est celle de la libre organisation dans l'égalité pour tous, que personne n'exploite son prochain, et que chacun profite du fruit de son travail. »

« Les deux formes principales de vie, sont : 1° les Kiboutzim (communes libres) et 2° les Moschouvim (administrations individuelles), fondées sur des bases coopératives. »

« Les kiboutzim sont des groupes qui travaillent ensemble, vivent dans les mêmes conditions et jouissent également du fruit de leur travail. Personne ne touche d'argent liquide pour son labeur : depuis l'administrateur principal jusqu'au plus jeune ouvrier des champs ou d'ailleurs... »

« Tous ont le même ravitaillement, les mêmes logements, qu'il y ait abondance ou pénurie. »

« Le Kiboutz Talchai fut fondé en 1916, avec trente camarades. Actuellement, dans ce même Kiboutz, on compte quatre cents adhérents et deux cent-cinquante enfants, plus les parents de ces adhérents et les élèves qui viennent étudier ce mode de vie nouveau. Les adhérents produisent toutes sortes de légumes et fruits, ils ont cent vaches, soixante-dix vaches, six cents moutons, trois cent-cinquante poules. Ils ont aussi une prairie pour la fabrication du beurre, fromage et crème, ainsi que des ateliers industriels où ils fabriquent des produits ferrugineux. Ils ont édifié une centrale électrique et construit un hôtel moderne pour les travailleurs des villes qui viennent passer dans cette région leurs vacances. »

« On travaille de six heures du matin à six heures du soir. On fait la sieste de une heure à trois heures. »

« L'Administration est élue en Assemblée générale annuelle. Chaque semaine a lieu une réunion pour discuter toutes sortes de questions. »

On trouve en Israël une seconde forme de vie collective sensiblement différente de celle que nous venons d'esquisser rapidement.

Ce sont les « Moschivim Ovidim ».

Au sein de ces groupes importants, chacun reçoit une parcelle de terre dont les produits deviennent propriété individuelle. La vente de ces produits permet à l'adhérent de construire sa propre maison, ou bien d'utiliser le fruit de son travail de toute autre manière. Il convient de remarquer que nul n'a le droit d'employer un ouvrier afin que soit évité le danger d'un retour de l'exploitation de l'homme.

RELIGION  
ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.). — J. Cottereau : Le Complot cléricale, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et l'Etat, 120 fr. (150 fr.). La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.). — S. Faure : Les Douze Preuves de l'existence de Dieu, 10 fr. (20 fr.). La Fausse Rédemption, 10 fr. (20 fr.). Le Dieu que je nie et combats, 4 fr. (9 fr.). L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.). Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.). L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.). La Naissance et la Mort de Dieu, 50 fr. (80 fr.). — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 12 fr. (17 fr.). Il vendit Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.). — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.). Les Laideurs de la Religion, 25 fr. (35 fr.). La Croyance de l'Eglise, 25 fr. (35 fr.). — Mussoini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. (45 fr.). — Loriot : Les Jésuites, 30 fr. (40 fr.). L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.). Les Secrets des Jésuites, 30 fr. (45 fr.). Lourdes, 20 fr. (30 fr.). Les Crimes de l'Inquisition, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Guerre, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.). La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.). La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.). Histoire des Papes, 200 fr. (245 fr.). La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.). Un Mois chez les Cures, 150 fr. (180 fr.). Pour ou

A côté de ce travail individuel et forcément restreint, toutes les autres activités sont coopératives : machines agricoles, silos, laiteries, grande culture, magasins où l'on se procure tous objets personnels, etc... La terre est propriété commune, même celle sur laquelle ont été bâties les maisons individuelles.

Ainsi, celui qui veut vendre sa « propriété » ne pourra en fixer le prix. Seul le Comité administratif en décidera en ne tenant compte que des objets et de la maison, mais jamais de la terre.

Maisons d'enfants, clubs, salles de réunions, bibliothèques, forment, la commune dans les autres communes, les centres d'attraction de la vie collective.

La juxtaposition du travail individuel à la production coopérative est un nouvel aspect des efforts et recherches pour perfectionner les rapports sociaux, et également pour attirer des adhérents qu'éprouve un peu le communisme intégral régnant dans les « kiboutzim ».

Dans les milieux juifs du monde entier, on s'inquiète du proche avenir du Kiboutz à cause de la présence d'un gouvernement. Je pense qu'il est prématuré de vouloir se prononcer. Lancé il y a quarante ans par sept garçons et une fille, le mouvement Kiboutz n'a cessé de se développer et imprime sa marque profonde à toute la vie israélienne.

Voici quelques chiffres concernant la progression de ce mouvement :

1909 : Création.

1920 : 13 communes, 450 adhérents.

1940 : 79 communes, 22.100 adhérents.

1945 : 153 communes, 41.500 adhérents.

1947 : 214 communes, 61.600 adhérents.

Tout récemment un des plus anciens pionniers — Hartzfeld — des kiboutzim, a déclaré :

« Nous avons aujourd'hui 374 collectivités agricoles, basées sur la terre nationale et le « self-travail », sur l'achat et la vente collectifs. »

A la suite des bouleversements mondiaux dus à la guerre et au brassage des populations européennes, un problème tragique se pose maintenant à Israël. Des milliers et des milliers d'émigrants arrivent. Il faut les secourir d'abord, les incorporer ensuite, et c'est là que se dressent d'innombrables difficultés.

Les nouveaux venus pénètrent dans un monde nouveau et sont pleins de méfiance pour la vie communautaire, surtout lorsqu'ils arrivent des « démocraties populaires », d'U.R.S.S., où beaucoup ont connu la terreur soviétique. Leur confusion s'explique aisément, et l'on comprend leur désir de reprendre la vie individuelle au sein de la société capitaliste. Or, le seul moyen de se retenir une existence en Israël est l'agriculture, et l'expérience l'a démontré, nous résister d'abandonner définitivement tous les procédés de colonisation capitaliste. Les essais de ce genre ont tous échoué.

Mais ils sont nombreux ceux qui reculent devant une vie de pionnier. Anciens petits propriétaires, artisans, commerçants, le défrichement du désert, la lutte terrible contre le sable, la soif, les pierres, la chaleur, les découragent dès l'abord. Les communistes agricoles pourtant ne négligent pas les nouveaux venus, et il ne faudrait pas croire qu'elles se referment égoïstement sur elles-mêmes. Bien au contraire.

La réunion d'octobre de 1948 des Kiboutzim — 16<sup>e</sup> du genre — signale dans son rapport que sur une région comptant 75 communes, 30 ont été créées ces deux dernières années et totalisent 28.000 habitants. Au cours de cette année un Kiboutz a lui seul accueilli 2.000 émigrants, et 2.000 enfants, et 2.500 jeunes gens — garçons et filles — y apprennent des métiers agricoles.

Ce Kiboutz, ainsi que d'autres d'ailleurs, où s'applique une solidarité identique, serait en mesure d'accueillir un nombre plus élevé d'émigrants s'il y avait de quoi les loger. Ici comme partout se pose le grave problème du logement.

\* Kiboutz signifie : « self » travail, égalité, liberté, collectivisme. Personne ne vous force à aller dans un Kiboutz, personne ne vous force à y rester. Ni la haine ni l'envie n'y existent.

Nous venons de citer le docteur Singalowsky, de l'Organisation de réhabilitation par le travail (O.R.T.).

Il convient cependant de signaler que la Communauté agricole juive d'Israël est très nettement un produit local, fruit d'une véritable révolution morale qui a secoué de larges couches juives tout au long de ces quelques 30 dernières années.

La même expérience, selon nous, ne pourrait être réalisée au sein d'une société occidentale du type capitaliste. Tout s'y opposerait : la complexité des échanges, le climat, les mœurs vicieuses, les besoins artificiels, les contraintes étatiques et patronales, le système concurrentiel, seul élément moteur, et aussi l'absence de cet élan vers un renouveau qui caractérise le pionnier juif.

L'homme des cités modernes ne s'accoutume qu'exceptionnellement à une vie dépourvue, rustique, sans artifices, et exigeant de très pénibles efforts physiques. C'est donc dans une forme organisationnelle, forcément différente d'un Kiboutz, et englobant toutes les activités de la société, que l'Occident, après avoir fait sa révolution, pourra réaliser la vie libérale. Il est, en effet, ridicule de penser que l'organisation d'un Kiboutz, ses mœurs parfois bibliques pourraient être appliquées à Paris ou à Detroit !

Les activités, les climats, les coutumes, les habitudes différents doivent déterminer une organisation sociale adéquate.

Par contre, la grande leçon morale des communistes agricoles juives reste valable pour tout et pour tous.

A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces, voilà le principe qui a permis de transformer un désert en verger et de réussir là où toutes les méthodes colonialistes ont échoué.

Sans le Kiboutz, sans l'esprit de libre association, il n'y aurait pas d'Israël. Israël serait toujours un désert.

J. MALINE.

FIN

### COOPÉRATIVE D'ÉDITION DU LIBERTAIRE

#### « Le Communisme » de G. Leval

Magnifique brochure de 72 pages au prix de 40 fr. ! Franco 55 fr. Par 12 brochures, 320 fr. Franco 390 fr. ; par 24 brochures, 640 fr. Franco 760 fr. ; par 36 brochures, 960 fr. Franco 1.120 fr.

Ajouter 25 fr. si vous désirez le colis recommandé. C.C.P. Paris 4.730-94. A Moine, 10, rue Bichat, Paris (10<sup>e</sup>).

Le produit de la vente de cette brochure est destiné à éditer la brochure de langue allemande « Wege zur Freiheit ».



# LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 25 NOVEMBRE

**A** PRES son entrevue du mardi 15 novembre avec Georges Bidault, président du Conseil et leader M.R.P., Force Ouvrière décidait en C.C.N. une grève générale de 24 heures pour le 25 novembre. Elle lançait immédiatement un appel à la C.F.T.C., à la C.G.T. et à la Fédération nationale des Syndicats autonomes pour que cette grève du 25 soit un succès. La C.F.T.C., par la voix de Bouladoux, répondit sans répondre qu'elle préférerait les négociations à la bataille, Bidault lui paraissant plus sûr — et pour cause — que Queuille (1). La C.G.C. se prononça contre. Les Autonomes, eux, n'ayant pas consulté leurs syndicats, réservèrent leur réponse jusqu'au lundi 21.

Quant à la C.G.T., réticente au départ et non pressentie, elle devait se prononcer résolument POUR, le 17.

Les mots d'ordre sont connus de tous : indemnité provisionnelle de 3.000 francs pour tous et chaque mois ; minimum vital garanti dans le cadre des conventions collectives nationales, paiement aux fonctionnaires des tranches de reclassement promises, liberté des salaires, rétablissement (2) de la hiérarchie, suppression des zones. La C.G.T. se prononce contre l'arbitrage obligatoire. La F.O. n'en souffle mot. Nous verrons combien la position des Autonomes et du Conseil national d'Unification syndicaliste diffère de celle des centrales officielles.

En réalité, cette grève est à 100 % politique. Les ministres socialistes au gouvernement se trouvant en mauvaise posture, la S.F.I.O. a fait jouer le « signe » et F.O. s'est brusquement déterminée à lancer l'ordre de débrayage alors que ses sections du Nord l'exigeaient en vain depuis bientôt trois mois. De son côté, la C.G.T., heureuse de trouver enfin l'occasion d'éprouver sa nouvelle tactique d'unité d'action à tout prix, va faire donner « l'appareil » dans son entier pour tenter de démontrer qu'on ne peut rien sans l'assentiment des masses conduites par le P.C.F. et le programme de celui-ci.

Or, le programme élaboré est vague, ou nocif pour le prolétariat dans ses précisions. D'abord, la durée de cette grève, limitée à 24 heures, qui — issue de rendre impopulaire tout mouvement futur. En 24 heures on ne peut matériellement pas INSTALLER la grève. Certaines sections, certains syndicats, certaines fédérations débrayeront, mais pas toutes, et surtout pas l'ensemble des syndicats dans chacune d'entre elles. Parce que les syndicats ne seront pas prévenus ou parce qu'ils estimeront que ces 24 heures d'« avertissement » n'auront pour unique résultat que de leur faire perdre une journée de salaire. Nous en connaissons même qui nous ont déclaré ne pas vouloir obéir aux ordres des bureaucrates syndicaux tant que la base n'aura pas été consultée démocratiquement sur l'action à entreprendre et sur le contenu du programme revendicatif à présenter aux employeurs. Beaucoup enfin n'ont plus aucune confiance dans les directions actuelles et s'inquiètent de l'attitude que prendront les non-syndiqués, groupant plus de 50 % des salariés.

Le programme est vague.

Indemnité provisionnelle égale pour tous et chaque mois ? Bien sûr. Mais nous voudrions que cette « indemnité » entre dans le salaire, ce qui reviendrait à celui-ci d'autant. Nous voudrions aussi que cette « indemnité » ne soit pas de 3.000 francs mais de 7.000 francs. 3.000 francs ne représentent rien. 7.000 francs représentent approximativement une remise en place du pouvoir d'achat du manoeuvre parisien par rapport à ce dont pouvait disposer celui-ci en 1944.

Que contiendront ces « fameuses » conventions collectives nationales ? Rien que l'arbitrage obligatoire que l'on avance comme certain suffirait à nous les faire rejeter.

Qu'entend-on par salaire minimum vital garanti ? Et les vieux ? Et les chômeurs partiels et totaux ?

Toutes les centrales, en tout cas, sont d'accord sur un point : la revalorisation de la hiérarchie, qui par l'intégration des 10 et 7 francs horaires gouvernementaux, qui par une revalorisation du point hiérarchique, qui par un fractionnement encore plus étendu des catégories professionnelles. Ce qui a pour résultat de détruire toute unité revendicative, toute action de classe, toute NOTION de classe.

Le programme mis en avant par les chantres de la grève générale nationale du 25 novembre est donc loin d'être le moteur de l'action. Il est trop imprécis et éveille trop de craintes pour servir de plate-forme de combat utile. C'est ce qu'ont déclaré les Autonomes de la F.N.S.A. et le Cartel national provisoire d'Unification syndicaliste. Eux, comme la C.N.T., seront dans le mouvement. Ce n'est pas leur habitude de faire les Jaunes. Mais ils y « participeront » en développant partout leur programme spécifique, en dénonçant cette grève comme étant politique, donc inopérante et dangereuse, en tentant de la transformer en un véritable mouvement ouvrier conduit par les hommes choisis par la base.

Nous proposons aux grévistes du 25 novembre d'adopter en particulier le mot d'ordre de la Conférence nationale du Comité national d'Unification syndicaliste : « Le triomphe (des revendications) impliquera l'utilisation de toutes les formes d'action directe, en particulier la grève générale à fin gestionnaire, c'est-à-dire la grève expropriatrice et la remise en route des usines et des services par les ouvriers eux-mêmes travaillant pour la collectivité ». Que les cheminots, les tramways, les employés du Métro continuent leur travail, qu'ils transportent les voyageurs MAIS GRATUITEMENT, que les mineurs descendent dans la mine et QU'ILS DISTRIBUENT LE FRUIT DE LEUR TRAVAIL DANS LES CORONS, que les infirmiers continuent à soigner MAIS GRATUITEMENT, sans exiger de papiers, sans tenir compte des règlements administratifs, etc.

Sous cet angle, la grève de 24 heures, qui ne sera ni générale ni nationale, peut servir aux « minoritaires » et aux « non-officiels » à regrouper les vrais syndicalistes, à orienter l'action des ouvriers vers la phase révolutionnaire du syndicalisme et à faire comprendre au prolétariat « de manoeuvre » où sont la vérité et les défenseurs authentiques des exploités.

Jean GERARD.

(1) Le dimanche 20, le C.C.N. de la C.F.T.C. devait rejeter officiellement la grève du 25.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## Syndicalisme peut-être mais anarchisme d'abord

Répetons que le syndiqué ne considère son organisation comme une maison d'assurances contre le renvoi, les abus patronaux. Il entend que le syndicat le défende, en justice, devant les prud'hommes, ou directement devant son employeur. Il ne lui demande pas de tout chambarder, mais seulement d'améliorer sa situation dans le moment présent, et non pas dans l'avenir. Il veut d'abord jouir de la vie, il est pressé d'en profiter. Il veut vivre « comme tout le monde ». C'est son leit-motiv. Sous-entendu qu'il désigne ainsi ceux qui vivent « bien ». Quant à ceux qui viendront après lui : « Ils feront comme moi », dit-il. Travailler à sa libération prochaine ? Il n'y croit plus. On l'a trop berné.

Ce n'est pas seulement la faute des politiciens ou réformistes. Les révolutionnaires, avec leurs petites questions de personnes, leur vanité — qui furent de tous les temps — cherchant à satisfaire leur besoin de paraître, refusant de se mettre d'accord pour l'action commune, l'ont égaré. « Ils ont de bonnes idées, dit-il, mais en fin de compte, ils sont comme les autres, ils cherchent un titre ».

A choisir entre les organisations fortes, même appuyées par des partis, mais ayant les moyens de le défendre, et les groupements squelettiques, où les révolutionnaires ne cessent de se chamailler en une solide rhétorique dont il ne comprend pas la portée, il préfère les premiers. Car la faiblesse numérique des seconds et leurs continuelles mésaventures lui indiquent qu'il n'en tirera rien. Or, il entend que sa cotisation, pour modeste qu'elle soit, ait une équivalence depuis des années, où la rodontade va de pair avec l'impuissance.

Total : le réformisme mène la danse et le patronat redresse la tête.

On aura du mal à nous faire croire que les révolutionnaires, à quelque école qu'ils appartiennent, ne peuvent trouver un terrain commun sur le plan syndical. Les plus intrinsèques en sont et les plus au regroupement. Le syndicalisme, c'est le mouvement. C'est ce qui le mène à l'opportunisme. Mais c'est précisément ce qui le différencie des partis politiques, ou sectes philosophiques, qui peuvent se permettre de stagner pendant des périodes plus ou moins longues, sans perdre leurs forces.

La plupart des anarchistes ne l'ont

**C**ON nous a reproché d'avoir écrit que le syndicalisme n'était plus révolutionnaire, comme s'il s'agissait d'une profession de foi, alors que nous ne faisons que dénoncer un état de fait, qui crève les yeux.

valence. Il entend que le syndicalisme reste le syndicalisme.

De tous temps, les révolutionnaires ont cherché à se regrouper pour lutter contre cette désertion. Leur sectarisme, plus ou moins sincère, a toujours rompu les ponts, chacun cherchant à croquer l'autre. Le tout, au nom de la lutte contre la misère, des sacro-saints principes et du bataillon dont on nous gar-

par FERNAND-ROBERT

se — elle ne vaut pas tellement qu'on s'y arrête — mais des travailleurs d'intelligence moyenne qui ne demandent qu'à être guidés dans leurs efforts, et sympathisent aux idées avancées, sans pour cela en comprendre toutes les subtilités. En fin de compte, le syndicat devient, pour eux, un second terrain de discussions anarchistes.

Là est le danger. Perdant de vue le travail syndical, les anarchistes se divisent sur des questions de tactique, les uns voulant rester sur le plan syndical et séparant nettement l'action de la finalité, les autres ne parvenant pas à se défaire pour quelques heures de leur formation et de leurs désirs révolutionnaires.

Nous disons qu'il est temps de ne plus confondre anarchisme et syndicalisme. Les libertaires ont leur place dans n'importe quelle centrale, suivant leur

tempérament, et non pas seulement chez les syndicalistes « révolutionnaires ». Leurs efforts doivent tendre à lancer les mots d'ordre anarchistes partout à la fois, et principalement là où ils sont totalement inconnus. A défaut d'un organisme de coordination auquel on pourrait peut-être penser, le « Lib » peut être un moyen de liaison provisoire. Le syndicalisme ne sera révolutionnaire que dans la mesure où l'anarchisme gagnera du terrain dans l'opinion publique. D'autres l'ont dit avant nous. La première obligation est donc de développer l'esprit libertaire. Si une centrale syndicale réussit à regrouper autant de monde que la C. G. T. en 1945, alors oui, nous devrions y être tous, et nous sentir les coudes. Nous n'en sommes pas encore là...

De 1860 à 1910 (environ), le syndicalisme était le refuge des anarchistes. Mais c'est peut-être que n'existait pas de véritable organisation libertaire. Il n'en va plus de même aujourd'hui.

Les travailleurs ont chacun leur conception de la transformation sociale. Ils la voient à travers les partis ou mouvements spécifiquement politiques : communiste, socialiste, trotskyste, fédéraliste, etc. Non par le syndicat. C'est une des raisons de leur indifférence. Ils sentent confusément que le syndicalisme n'est pas une fin. On peut bien leur répéter le contraire : ils ne le veulent pas, ils ne le croient pas, parce que la lutte journalière leur prouve le contraire, par les compromissions, concessions et capitulations qu'elle entraîne.

S'ils rejoignent les partis, c'est que chacun d'eux leur offre des solutions d'AVENIR. Pour l'immédiat, ils se servent du syndicalisme. Le mal, c'est que les politiciens s'en servent également, et que nos divisions nous laissent sans force en face d'eux.

Une seule preuve de cet état d'esprit : En 48, à Château-du-Loir, réunion syndicale, avec des orateurs de la C. N. T. : quarante auditeurs à peine. En 1949, dans la même ville, même salle, mêmes orateurs, réunion organisée par la Fédération Anarchiste : quatre cents personnes, dont moitié communistes. Et tant d'autres exemples.

Le syndicalisme peut être une belle école de militantisme pour les révolutionnaires, un large terrain d'expansion. A condition qu'ils se débarrassent de cette crainte du concurrent qui n'est qu'une preuve de faiblesse. A condition qu'ils sachent se cantonner dans leurs possibilités. Il est imprudent de forcer ses capacités.

Les anarchistes doivent être à l'avant-garde du regroupement syndical qui parait se dessiner, à travers maintes difficultés. Il faut qu'ils sachent être à la hauteur des autres, qui ont su abandonner leur sectarisme. Nous n'avons pas le droit de faire passer nos petites idées personnelles avant la misère ouvrière. Nous n'avons pas le droit d'être les derniers. Si nous avons fait notre propre révolution, donnons-en la preuve. N'attendons pas qu'elle nous soit apportée par ceux que nous critiquons.

Dans les syndicats, les libertaires doivent faire du syndicalisme. Pas à la sauce de Gaulle, s'entend. C'est en ce sens que les cheminots révolutionnaires se sont regroupés au cartel d'unification syndicaliste. Volontairement, ils abandonnent ce qui les sépare. Il y a là des socialistes, des communistes, des trotskystes, des anarchistes, des sans-parti, appartenant aux diverses centrales. Ils ne se craignent pas, ils ne cherchent pas à s'entre-dévorer. Ils sont animés du désir de vaincre l'ennemi commun, d'apporter un peu de mieux dans la vie des cheminots, de jeter bas le régime du knout. Ils « font » du syndicalisme quand ils se rencontrent, chacun avec ses points de vue particuliers. Dans la rue, ils redevennent eux-mêmes. Ils ont les pieds sur la terre et ne demandent au syndicalisme que ce qu'il peut donner.

Le cartel leur a donc été utile, qui leur a permis de se connaître.

Le proche avenir dira ce qu'il faut espérer de ces amitiés loyales, nouées dans le combat.

Si vraiment il y a tant de bonnes volontés parmi les minorités et les non-syndiqués, ce leur est une occasion d'en faire la démonstration. Le cartel d'unification syndicaliste du rail est ouvert à tous les esprits honnêtes.

Nous verrons bientôt s'ils sont nombreux.

**OU VA L'ARGENT DES SYNDIQUES**

L'Union départementale C. G. T. des Syndicats du Doubs a dû « se passer des services » du camarade Bach, secrétaire-trésorier de l'Union locale C. G. T. de Besançon, pour « administration mauvaise », absence de contrôle financier, indications fausses données sur l'état moral et financier actuel du syndicat des horlogers dont il était le secrétaire.

Ils ne vont pas mal, les militants communistes « irréprochables ».

LYNX.

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.

Paris, le 13 novembre 1949.

Jean CLARI.

## LA PRODUCTIVITÉ : contrainte accrue

**L**ES récentes décisions prises en Conseil des Ministres témoignent d'une volonté non équivoque de maintenir les salaires à leur niveau actuel. Nous ne nous attarderons pas ici sur la nouvelle politique en ces matières. Nous noterons simplement qu'en fait la « libre discussion » des salaires s'entoure d'un tel luxe de précautions — accord préalable du ministre intéressé et interdictions diverses — qu'en réalité rien n'est changé. Et on jugera de la « bonne volonté » gouvernementale en apprenant que le salaire minimum, obligatoirement garanti, se situera entre 10 et 11.000 francs.

Au moment où l'on ne parle que de libre-échange, intégration européenne, au moment où nos gouvernements viennent de « libérer » une série de produits alimentaires, c'est-à-dire de n'autoriser et l'importation et l'exportation qu'avec un minimum de contrôle, on ne pouvait admettre la hausse massive des salaires qu'aurait pu provoquer la liberté totale de discussion entre patrons et salariés. Et dans son communiqué, le gouvernement nous le fait savoir officiellement : il est décidé à maintenir le rapport actuel prix-salaires.

Il est bien évident qu'une hausse massive des salaires, c'est-à-dire leur rajustement aux possibilités de production ne peut plus rien résoudre. Nous assisterions à une hausse parallèle des prix et tout serait à re-

commencer. Les causes de cette fatalité se retrouvent surtout dans l'ingérence étatique. N'oublions pas qu'en moyenne l'impôt grève les prix d'environ 38 à 40 %, que les charges sociales augmentent les salaires de 40 % et que le patronat petit et grand, rapace et stupide, accroché aux bénéfices immédiats, incapable de voir loin et grand, se refuse à accepter la moindre diminution de ses bénéfices. En plus, l'inflation permanente pèse encore sur les prix et tout effort de baisse, de stabilisation ou d'augmentation du pouvoir d'achat s'avère — sur le marché français — voué à l'échec.

Pour une production égale, et en certains secteurs, supérieure à celle de 1938, le pouvoir d'achat des travailleurs est inférieur à 50 % — au moins à celui de la même année. Dans ces conditions, il est clair que la stagnation d'abord, le chômage ensuite et le paupérisme pour terminer puissent être prévus et avec toutes les conséquences politiques qu'un tel état de choses provoque immanquablement. Il faut donc que la production française trouve, coûte que coûte, des débouchés, le marché intérieur étant « saturé » artificiellement à cause du bas niveau des salaires.

Mais là, se dresse un nouvel obstacle : le prix de revient. Trop élevé pour de nombreuses raisons, que l'on ne peut examiner dans le cadre d'un article, il est un handicap des plus

graves sur les marchés internationaux.

Depuis quelque temps et avec un ensemble parfait, la presse — aussi bien en France que dans les pays anglo-saxons — axe ses études et critiques économiques sur la productivité. Qu'est-ce à dire ? Et que se cache-t-il derrière ce vocable ? Pour qu'on donne-t-on à ce terme une importance au moins égale à celui de : production qui dès la Libération était sur toutes les lèvres ?

Qui dit productivité, s'adresse non à l'ensemble, mais au particulier, à l'ouvrier et au patron. Qui dit productivité dit : « Ce que tu produis en une heure, il faut maintenant le produire en quarante-cinq minutes ».

Et c'est bien pour quelque chose que le gouvernement a prévu, dans sa nouvelle réglementation des salaires, qu'il faudra, non seulement tenir compte de la hausse des prix, mais aussi de la productivité.

On tente ainsi de subordonner toute augmentation du pouvoir d'achat non pas tant à une augmentation en quantité de la production, mais à la réduction du prix de revient. Des travailleurs sélectionnés parmi ceux physiquement aptes à soutenir des cadences excessives et relativement bien payés, un outillage perfectionné, voilà en effet les seuls moyens d'augmenter le pouvoir d'achat et en même temps de diminuer les prix de

Sur le plan social, ce système généralisé aurait de profondes répercussions. D'abord se formerait une nouvelle caste, celle des ouvriers hautement qualifiés, jouissant d'avantages spéciaux, du genre stakhanovistes, et ayant tendance à se détacher de la masse. D'autre part, une quantité de petits industriels et artisans n'ayant plus la possibilité financière de suivre le mouvement, retourneraient à l'usine. Et si la modernisation de l'outillage était poussée sérieusement et partout, un chômage massif ne tarderait pas à apparaître.

Cette sélection arbitraire, rejetant de la production les plus faibles et les vouant ainsi à la misère est d'ores et déjà inscrite dans les tendances économiques actuelles aussi bien en Europe dont nous parlerons prochainement, qu'aux U.S.A.

Certes, nous n'en sommes pas encore là. La lutte pour les débouchés ne fait que s'amorcer. Elle se distingue en France, par la volonté de maintenir de bas salaires et d'éviter par tous les moyens qu'une nouvelle glissade du franc risque de remettre en question toutes les promesses qui ont été faites, au château de la Muette.

Ainsi, que la production reste au stade actuel ou qu'elle s'élève en qualité, que les coûts de revient diminuent, et les classes laborieuses n'auront rien gagné, sinon une sujétion renforcée.

Jean CLARI.